

CONVENTION ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION ALLOCATIONS DOCTORALES DE RECHERCHE ARC 2016 – 1ERE ANNEE

- VU le code général des collectivités territoriales,
- VU le budget de la Région Auvergne Rhône-Alpes,
- VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- VU le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques.
- VU la délibération n° 10.12.432 du Conseil régional du 8 juillet 2010 approuvant le règlement financier
- ~~VU la délibération n°16.00.06 du Conseil régional du 4 janvier 2016 portant délégation du conseil régional à la commission permanente~~
- VU la délibération n°11.03.437 du Conseil régional du 1er juillet 2011 portant les règlements des dispositifs SRESRI
- VU la délibération n°14.03.139 du Conseil régional du 17 avril 2014 portant sur la modification du règlement du dispositif Communautés de Recherche Académique (ARC)
- VU la délibération de la Commission permanente du Conseil régional du **07/07/2016**, relative à : Recherche
- VU le dossier de demande de financement déposé par : UNIVERSITE LUMIERE LYON 2 le 01/03/2016 et déclaré complet le 01/03/2016

ENTRE

La **Région Auvergne Rhône-Alpes**, sise 1 esplanade François Mitterrand à Lyon (Rhône), représentée par Monsieur Laurent WAUQUIEZ, Président du Conseil régional,
ci-après désignée « la Région »

ET

La structure : **UNIVERSITE LUMIERE LYON 2**
représenté(e) par Madame Nathalie DOMPNIER, Présidente
N° SIRET : 19691775100014
ci-après désigné(e) « le bénéficiaire »

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La Région prend acte de la compétence de la structure bénéficiaire.

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des parties ci-dessus désignées.

Le bénéficiaire s'engage à gérer les allocations doctorales de recherche (ADR) allouées pour l'année universitaire **2016-2017**.

ARTICLE 2 : MONTANT DES SUBVENTIONS REGIONALES

2.1 Calcul

Compte tenu de l'intérêt que présente ce projet et sous réserve que le bénéficiaire remplisse ses obligations contractuelles, il a été attribué à la structure : UNIVERSITE LUMIERE LYON 2 (69) un crédit total de fonctionnement s'appliquant sur une dépense subventionnable retenue T.T.C. pour les projets désignés dans la délibération de la commission permanente du 07/07/2016 et présentés dans l'annexe ci-jointe.

A chaque projet retenu correspond une enveloppe forfaitaire de **30 444 €** par allocataire, correspondant à une ADR d'un montant brut chargé de 2 537 € par mois, à l'exclusion de toute autre dépense.

Les montants réservés à la constitution du fonds d'allocation pour perte d'emploi devront être clairement identifiés, sur les tableaux récapitulatifs détaillés des dépenses réalisées.

Le montant de la subvention n'est pas révisable à la hausse, même si la dépense réalisée dépasse le coût prévisionnel de l'opération.

2.2 Nature des dépenses subventionnables

Les coûts à prendre en considération comprennent exclusivement le salaire brut chargé correspondant à chaque ADR.

ARTICLE 3 : DELAIS

3.1 Date d'éligibilité des dépenses

Le point de départ de la recevabilité des pièces justificatives nécessaires au versement de la subvention est le 01/03/2016.

3.2 Délais de validité de la subvention

L'opération pour laquelle une subvention régionale est attribuée doit être effectivement réalisée dans des délais fixés par le Conseil régional.

La Région doit avoir reçu :

a) une pièce permettant de constater le commencement de l'opération, à savoir le **certificat d'inscription en thèse** de chaque allocataire, pour l'année universitaire en cours, **dans un délai de 12 mois** à compter de la date de décision d'attribution, soit au plus tard le **07/07/2017**.

b) l'ensemble des justificatifs permettant le mandatement du solde de l'opération dans un délai de **24 mois** à compter de la date de décision d'attribution, soit au plus tard le **07/07/2018**.

A l'expiration de ces délais, la caducité de la subvention sera confirmée au bénéficiaire. **Une procédure de reversement sera engagée pour les sommes déjà versées et non justifiées.**

Par ailleurs, en vertu de la loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 modifiée relative à la prescription de créances, tout ou partie de la subvention pourra ne pas être versé au bénéficiaire.

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention est versée exclusivement au bénéficiaire, qui ne peut la reverser, en tout ou partie, à un tiers.

Si la dépense est inférieure au montant du forfait, le montant de la subvention correspond au maximum au total des dépenses réellement justifiées.

Le versement de chaque subvention sera effectué sur demande écrite du bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Une avance de 30% pourra être versée après production du **certificat d'inscription en thèse** de l'allocataire concerné, pour l'année universitaire en cours ;
- Le solde sera versé après production d'un **état récapitulatif par allocataire des dépenses globales**, conforme au modèle ci-joint, daté et signé **en original** par le comptable de l'établissement ou de l'organisme subventionné (signature identifiable).

Sur cet état, figureront notamment le montant brut de l'ADR, les charges patronales, les charges salariales, le montant net, les 10 % maximum reversés pour la constitution de fonds d'allocation pour perte d'emploi ou le montant versé à Pôle emploi.

+La Région se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative

Le versement de la subvention de la Région sera effectué par virement de compte à compte. Un RIB valide doit impérativement être transmis avec la première demande de paiement. A chaque modification des coordonnées bancaires, un nouveau RIB doit être produit pour permettre le virement.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à :

- 5.1 gérer avec rigueur et dans le respect des lois et règlements en vigueur les fonds qui lui sont attribués ;
- 5.2 utiliser la subvention conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée, tel que défini à l'article 1, et garantir une destination conforme à son objet social et à ses statuts, ou à ses compétences statutaires ;
- 5.3 appliquer aux allocataires les règles suivantes :

- Rythme de travail pendant la thèse :

Les ADR sont attribuées pour une activité à plein temps. Il n'est pas possible de poursuivre une thèse à temps partiel sauf dérogation stipulée par courrier au bénéficiaire, en cas de situation exceptionnelle.

- Durée des ADR :

Une ADR est attribuée pour la durée de la thèse, sous réserve de son renouvellement annuel, et ne pourra excéder 36 mois. Aucune allocation ne pourra être versée après interruption définitive de la thèse (soutenance, démission...).

Le renouvellement de l'ADR sera soumis à la production d'un **rapport scientifique** de l'année écoulée, qui sera fourni à la Région (les modalités et la date seront communiquées ultérieurement).

- Interruption provisoire de la thèse :

Une pièce justifiant des raisons de l'interruption de la thèse sera exigée dès le début de l'interruption. En l'absence de ces informations, la subvention sera annulée.

Le soutien régional sera suspendu pendant toute la durée d'une interruption provisoire de la thèse (sauf convenance personnelle, période sabbatique...). L'ADR sera alors prolongée d'une durée équivalente à la durée de l'interruption, dans les limites d'un total de 36 mois et au maximum jusqu'à l'arrêt définitif de la thèse (soutenance, démission...).

- 5.4 mentionner l'aide régionale dans tout support d'information et de communication et la faire apparaître dans tout lieu en ayant bénéficié.

La Région doit être associée et représentée à toute manifestation ou inauguration concernant la réalisation faisant l'objet d'une aide régionale.

Le logotype de la Région est téléchargeable sur le site Internet de la Région (www.auvergnerrhonealpes.eu, à la rubrique 'Logo').

Cette obligation ne s'impose pas si elle n'est manifestement pas adaptée ; le bénéficiaire s'engage à fournir une justification, qui devra être dûment acceptée par les services de la Région.

- 5.5 permettre et faciliter à tout moment la vérification sur pièces et sur place, par la Région ou par toute instance de contrôle et d'audit habilitée à cet effet, de l'application de la convention et de la bonne utilisation des fonds versés, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables.
- 5.6 répondre à toute demande d'information et d'accès aux documents relatifs au suivi budgétaire et financier ainsi qu'à toutes pièces justificatives de l'emploi de la subvention.
- 5.7 porter à la connaissance de la Région tout changement dans sa situation juridique, notamment toute modification de ses statuts, dissolution, fusion et plus généralement de toutes modifications importantes de son fonctionnement.
- 5.8 informer le plus tôt possible la Région de toute modification ou difficulté dans le déroulement de l'opération subventionnée ; toute modification, si elle est acceptée par la Région, fera l'objet d'un avenant à la présente convention.
- 5.9 signer la convention, le versement de la subvention étant subordonné à cette condition.

ARTICLE 6 : ARCHIVAGE ET DUREE DE CONSERVATION DES DOCUMENTS

Le bénéficiaire s'engage à archiver et à conserver dans un lieu unique le dossier technique, financier et administratif de l'opération pendant une période de dix ans à compter de la date d'attribution de la subvention.

A défaut le bénéficiaire s'expose au risque de devoir restituer la subvention perçue.

ARTICLE 7 : RESTITUTION EVENTUELLE DE LA SUBVENTION

La subvention devra être restituée, en tout ou partie, à la Région dans les cas suivants :

- 7.1 l'utilisation de la subvention octroyée est différente de celle mentionnée à l'article 1 de la présente convention, ou le tiers ayant perçu la subvention régionale n'est pas le bénéficiaire cité dans la présente convention ;
- 7.2 toutes les sommes versées par la Région n'ont pas fait l'objet de justificatifs ;
- 7.3 les obligations prévues dans la présente convention, et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire, n'ont pas été respectées ;
- 7.4 si l'ensemble des subventions publiques perçues excède les dépenses engagées pour la réalisation de l'opération subventionnée ;
- 7.5 la dissolution de l'organisme bénéficiaire entraînera le reversement de la subvention au prorata de la réalisation de l'action subventionnée.

ARTICLE 8 : RELATIONS ENTRE LA REGION ET L'ORGANISME BENEFICIAIRE

8.1 Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter du jour de sa signature. Elle prendra fin au plus tard deux ans après :

- la date de paiement du solde de la subvention ;
- ou, le cas échéant, la date du courrier de constatation de la caducité de la subvention.

Toutefois, les dispositions à caractère financier ou de contrôle pourront s'imposer au-delà de la durée de la convention.

8.2 Résiliation de la convention

En cas de non respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En outre, la convention pourra, avant son expiration, être résiliée de plein droit par la Région par notification écrite : en cas de force majeure, pour tout motif d'intérêt général, en cas d'abandon du projet, objet de la convention, notifié par le bénéficiaire à la Région, ou de changement du porteur de projet.

La convention pourra également être résiliée à l'initiative du bénéficiaire renonçant à la subvention régionale.

8.3 Modification de la convention

Toute modification de la présente convention s'effectuera par avenant.

8.4 Règlement des litiges

A défaut d'accord amiable, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Lyon.

ARTICLE 9 : LUTTE ANTIFRAUDE

Ces dispositions s'inscrivent dans le cadre de recommandations de l'Union européenne

9.1 Conflit d'intérêts

Il y a conflit d'intérêt lorsque la réalisation impartiale et objective de l'opération est compromise pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique ou pour tout autre motif.

9.2 Fraude

Est considéré comme une fraude, dans le respect des dépenses, tout acte intentionnel ou omission portant sur :

- l'utilisation ou la présentation de déclarations fausses, inexactes ou incomplètes, ou de documents, qui a pour effet l'appropriation illicite ou la rétention de fonds publics ;
- la non-divulgation d'informations en violation d'une obligation spécifique, avec les mêmes effets ;
- au détournement de ces fonds à des fins autres que celles pour laquelle ils ont été initialement accordés.

9.3 Corruption

Est considérée comme corruption un comportement pénalement répréhensible par lequel une personne (le corrompu) sollicite, agréé ou accepte un don, une offre ou une promesse, des présents ou des avantages quelconques en vue d'accomplir, de retarder ou d'omettre d'accomplir un acte entrant d'une façon directe ou indirecte dans le cadre de ses fonctions. L'infraction a une double portée puisqu'elle recouvre l'existence d'un corrompu et d'un corrupteur.

Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêt, irrégularité, fraude ou corruption qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention.

Il s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à toute situation constitutive d'une des situations citées ci-dessus, ou susceptible de conduire à l'une de ces situations en cours d'exécution de la convention et d'en informer la Région

ARTICLE 10 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA PROPRIETE INTELLECTUELLE

La Région reconnaît qu'elle ne bénéficiera d'aucun droit de propriété (matérielle et/ou intellectuelle) sur les résultats obtenus en tout ou en partie en utilisant le financement objet de la présente convention.

L'organisme bénéficiaire fournira à la Région et à sa demande, en conformité avec les dispositions légales applicables, tous les documents utiles à la réalisation de supports de communication ou de manifestations destinées à la promotion des actions régionales financées en tout ou en partie par la présente décision de subvention.

L'organisme bénéficiaire cède, sur les documents transmis, à la Région, les droits de représentation, de reproduction et d'adaptation. Ces droits sont cédés pour la durée de la présente convention et les deux années suivant son terme, sur tous supports sans limitation de quantité ni d'étendue géographique.

Les documents transmis sont utilisés par la Région à ses seuls frais risques et périls. Ils lui sont transmis en l'état, sans aucune garantie de quelque nature que ce soit. Sont notamment expressément exclues toutes garanties relatives à leur sécurité, ou à leur compatibilité ou conformité à un usage spécifique, à une absence d'erreur ou de défauts ou à une dépendance par rapport à des droits de tiers.

Pour le bénéficiaire
(Nom et signature identifiables)

Nathalie DOMPNIER

Fait à Lyon, le

Pour le président et par délégation
Le directeur

Frédéric GAFFIOT

Références internes à communiquer :

*REGION AUVERGNE RHONE-ALPES
Direction de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche,
de l'Innovation et des Formations Sanitaires et Sociales*

N° Subvention : voir annexe(s)

Votre interlocuteur : Frédérique DEVAUX
Gestionnaire

Poste : 04 26 73 68 16

Courriel : frederique.devaux@auvergnerhonealpes.eu